Feuille de route des Assises de lâ€™eau

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
February 2020

Lancement d'un club de bonnes pratiques en faveur des Ã©conomies d'eau et engagement des entreprises du secteur

Six mois aprÃ¨s le second volet des Assises de l'eau, Emmanuelle Wargon, secrÃ©taire d'Ã‰tat auprÃ¨s de la ministre de la Transition Ã©cologique et solidaire, s'est rendue au Carrefour des gestions locales de l'eau Ã Rennes afin d'Ã©changer avec les acteurs. Les Assises de l'eau avaient permis de faire Ã©merger l'Ã©tÃ© dernier une feuille de route contenant 23 actions concrÃ¨tes qui permettent de rÃ©pondre aux dÃ©fis de la gestion de l'eau face au dÃ©rÃ¨glement climatique. Lors du dÃ©placement de la ministre, les entreprises se sont engagÃ©es, sous l'Ã©gide de la fÃ©dÃ©ration professionnelle des entreprises de l'eau (Fp2E), Ã apporter leur contribution dans l'adaptation au changement climatique. Emmanuelle Wargon a en outre lancÃ© le club des bonnes pratiques en faveur des Ã©conomies d'eau. Cet Ã©vÃ©nement a Ã©galement Ã© l'occasion pour la ministre de faire un point d'Ã©tape sur la mise en œuvre de la feuille de route issue des Assises de l'eau.

ProtÃ©gerÂ - Les prÃ©fets ont Ã©tÃ© mobilisÃ©s pour relancer l'Ã©laboration de plans d'actions pour la protection des captage d'eau prioritaires. Ã€ ce jour, plus de 50 nouveaux plans d'actions ont Ã©tÃ© adoptÃ©s et la dynamique s'accÃ©lÃ¨re. Avec la lo Engagement et ProximitÃ© adoptÃ©e en dÃ©cembre 2019, les compÃ©tences des collectivitÃ©s territoriales en matiÃ¨re de protection des captages ont Ã©tÃ© clarifiÃ©es. Un droit de prÃ©emption sur les aires d'alimentation de captage a Ã©galement Ã crÃ©Ã©. Les collectivitÃ©s pourront ainsi encourager et accompagner la transition agricole vers des pratiques limitant les transferts de nitrates et de pesticides vers les captages. De leur cÃ´tÃ©, les entreprises du secteur se sont engagÃ©es Ã valoriser les actions de protection conduites sur 10 captages pilotes en lien avec le monde agricole, afin que ces dÃ©marches puissent Ãªtre dÃ©ployÃ©es partout oÃ¹ c'est pertinent. ProtÃ©ger notre ressource en eau passe Ã©galement par protection de nos cours d'eau et des Ã©cosystÃ¨mes associÃ©s en prÃ©servant les continuitÃ©s Ã©cologiques. Le gouvernem a donc mis fin aux autorisations de nouveaux obstacles Ã cette continuitÃ© Ã©cologique sur les cours d'eau les plus emblÃ©matiques.

Ã‰conomiserÂ - Le gouvernement s'est fixÃ© comme objectif de rÃ©duire les prÃ©lÃ¨vements en eau de 10 % en 5 ans et de 2 % en 15 ans, en mobilisant tous les leviers. Pour ce faire, il est prÃ©vu de renforcer le renouvellement des rÃ©seaux d'eau, notamment dans les territoires ruraux, par la mise en place d'aides des agences de l'eau ainsi que des Aqua-prÃªts, prÃªts Ã trÃ¨s long terme (jusqu'Ã 60 ans) de la Banque des Territoires. L'assistance technique que les dÃ©partements apportent aux communes rurales a Ã©tÃ© Ã©largie Ã la thÃ©matique du renouvellement des rÃ©seaux d'eau. Pour inciter les consommateurs Ã Ã©conomiser l'eau, il est Ã©galement prÃ©vu des campagnes de sensibilisation et d'incitation. La FÃ©dÃ©ration nationale des collectivitÃ©s concÃ©dantes et rÃ©gies (FNCCR) vient de lancer un club des bonnes pratiques en faveur des Ã©conomies d'eau, chez les consommateurs et dans les Ã©quipements publics. Les entreprises du secteur se sont Ã©galement engagÃ©es Ã mettre en place des outils pour limiter les gaspillages, tels que les "alerte fuites" chez les particuliers, et Ã proposer aux collectivitÃ©s une ingÃ©nierie tarifaire incitant aux Ã©conomies d'eau. Elles ont aussi proposÃ© leur expertise pour accompagner les industriels et agriculteurs Ã maÃ®triser leurs prÃ©lÃ¨vements d'eau. Ã‰conomiser l'eau, c'est aussi ne plus la gaspiller et la rÃ©utiliser davantage. Le gouvernement a mis en place un groupe de travail qui vise Ã identifier et Ã lever les freins au dÃ©veloppement de la rÃ©utilisation des eaux non-conventionnelles.

PartagerÂ - Pour faire face aux sÃ©cheresses et aux inondations qui s'accÃ©lÃ¨rent ces derniÃ¨res annÃ©es, il est impÃ©ratif d mieux partager notre ressource en eau. Le gouvernement a ainsi instaurÃ© la mÃ©thode du projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE). Ces projets permettent par une mÃ©thode de concertation Ã l'Ã©chelle locale, de dÃ©terminer les conditions de dÃ©veloppement de projets durables de stockage d'eau ou de transfert. DÃ©jÃ plus de 100 territoires ont Ã©tÃ© recensÃ©s et ont engagÃ© cette dÃ©marche. Les derniers Ã©pisodes de sÃ©cheresse, et notamment celui de 2019, ont fait l'objet d'un retour d'expÃ©rience qui sera prÃ©sentÃ© lors du prochain comitÃ© hydrologique du ComitÃ© national de l'eau. Cel permettra de mieux anticiper et de mieux rÃ©agir face Ã ce type d'Ã©vÃ©nement.

Tarification sociale de l'eauÂ - D'autre part, une des prioritÃ©s du gouvernement en matiÃ¨re d'eau est d'amÃ©liorer le service

rendu aux FranÃ§ais. La loi a dÃ©sormais ouvert Ã toutes les collectivitÃ©s la possibilitÃ© d'instaurer une tarification sociale de l'eau, selon des modalitÃ©s variÃ©es qui ont Ã©tÃ© expÃ©rimentÃ©es par 50 collectivitÃ©s. Ainsi les services d'eau et d'assainissement peuvent dÃ©sormais dÃ©finir des tarifs tenant compte des revenus du foyer, attribuer des aides financiÃ¨res ou mettre en place des mesures d'accompagnement et d'aide en Ã©conomie d'eau pour les bÃ©nÃ©ficiaires.

La feuille de route des Assises de l'eau est riche et ambitieuse. Sa mise en œuvre ne fait que commencer. DÃ¨s lors que la gestion de l'eau est une compÃ©tence dÃ©centralisÃ©e, les collectivitÃ©s sont en premiÃ¨re ligne pour agir. Les prÃ©fets, les services dÃ©concentrÃ©s du ministÃ¨re de la transition Ã©cologique et solidaire, l'Office franÃ§ais de la biodiversitÃ© et les agences de l'eau sont pleinement mobilisÃ©s pour les accompagner. Un bilan de mise en œuvre de la feuille de route des Assises de l'eau sera prÃ©sentÃ© en mai prochain.

Dossier de presse - Assises de l'eau, Un nouveau pacte pour faire face au changement climatique